

**REPUBLIQUE DU BURUNDI**



**MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA  
PLANIFICATION ECONOMIQUE**

**RAPPORT ANNUEL DE L'EXECUTION DU BUDGET  
DE L'ETAT, EXERCICE 2021/2022**

## Table des matières

Table des matières.....	2
Liste des graphiques .....	3
Liste des annexes .....	3
INTRODUCTION .....	4
I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES (BASE CAISSE).....	4
Graphique1: Comparaison des réalisations des années 2020/2021 et 2021/2022.....	5
I.1. Recettes fiscales .....	6
Graphique 2: Vue Synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2020/2021 et 2021/2022.....	7
I.2. Recettes non fiscales .....	8
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS EXONERATIONS.....	8
II.1. Exécution du budget au niveau global hors exonérations .....	8
II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse .....	9
II.2.1. Les Salaires et Traitements .....	9
II.2.2. Les Biens et Services .....	9
II.2.3. Les Transferts courants et Subsidés .....	9
II.2.4. Investissements sur ressources nationales.....	9
III. Exonérations accordées à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022.....	10
Tableau : Evolution des exonérations accordées à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022.....	12
ANNEXES.....	13

## **Liste des graphiques**

Graphique 1 : Comparaison des réalisations des années 2020/2021 et 2021/2022

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2020/2021 et 2021/2022

## **Liste des annexes**

Tableau 1. Réalisation des recettes fiscales, exercice 2021/2022

Tableau 2. Réalisation des recettes non fiscales, exercice 2021/2022

Tableau 3. Exécution des Salaires et Traitements à la fin de l'exercice 2021/2022

Tableau 4. Exécution des Biens et Services à la fin de l'exercice 2021/2022

Tableau 5. Exécution des Transferts courants et Subsidés à la fin de l'exercice 2021/2022

Tableau 6. Exécution des Investissements sur ressources nationales à la fin de l'exercice 2021/2022

## INTRODUCTION

Dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement du Burundi relatives à la gestion des finances publiques, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique produit trimestriellement des rapports d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi Organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant révision de la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques, en son article 63. Le présent rapport concerne l'exécution annuelle du budget de l'Etat pour l'exercice 2021/2022.

La première partie de ce rapport décrit les réalisations des recettes propres (recettes fiscales et non fiscales). La deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, les biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources nationales.

### I. REALISATIONS DES RESSOURCES PROPRES HORS EXONERATIONS (BASE CAISSE)

Sur un montant de **1 194 244 001 217 de BIF** de recettes propres prévues pour l'exercice budgétaire 2021/2022, les services de l'Office Burundais des Recettes (OBR) en charge de collecte des recettes ont recouvré un montant de **1 352 410 930 478 de BIF** à la fin de cette période, soit un taux de réalisation de **113,2%**. Cette réalisation des recettes propres est expliquée par :

- ❖ une réalisation de 108,3% des recettes fiscales générée sur :
  - l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (118,3%) ;
  - l'impôt sur les biens et services (104,9%) ; et
  - l'impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales (106,8%).
  
- ❖ une forte réalisation des recettes non fiscales (161,1%) par rapport aux prévisions annuelles. Cette performance des recettes non fiscales est le résultat des performances enregistrées dans les catégories des recettes suivantes :
  - revenus de la propriété (112,5%) ;
  - ventes de biens et services (81482,2%) ;
  - revenus administratifs (176,2%) ;
  - amendes et pénalités (373,3%) ; et
  - autres produits non fiscaux non comptabilisés ailleurs (1113,7%).

Les tableaux 1 et 2 en annexe du présent rapport montrent le détail du niveau de réalisation des recettes fiscales et non fiscales de l'exercice 2021/2022.

Pour la période de 2020/2021; sur **1 054 803 415 516 de BIF** de prévision, un montant de **1 156 459 204 587 de BIF** avait été collecté, soit un taux de réalisation de **109,6%**.

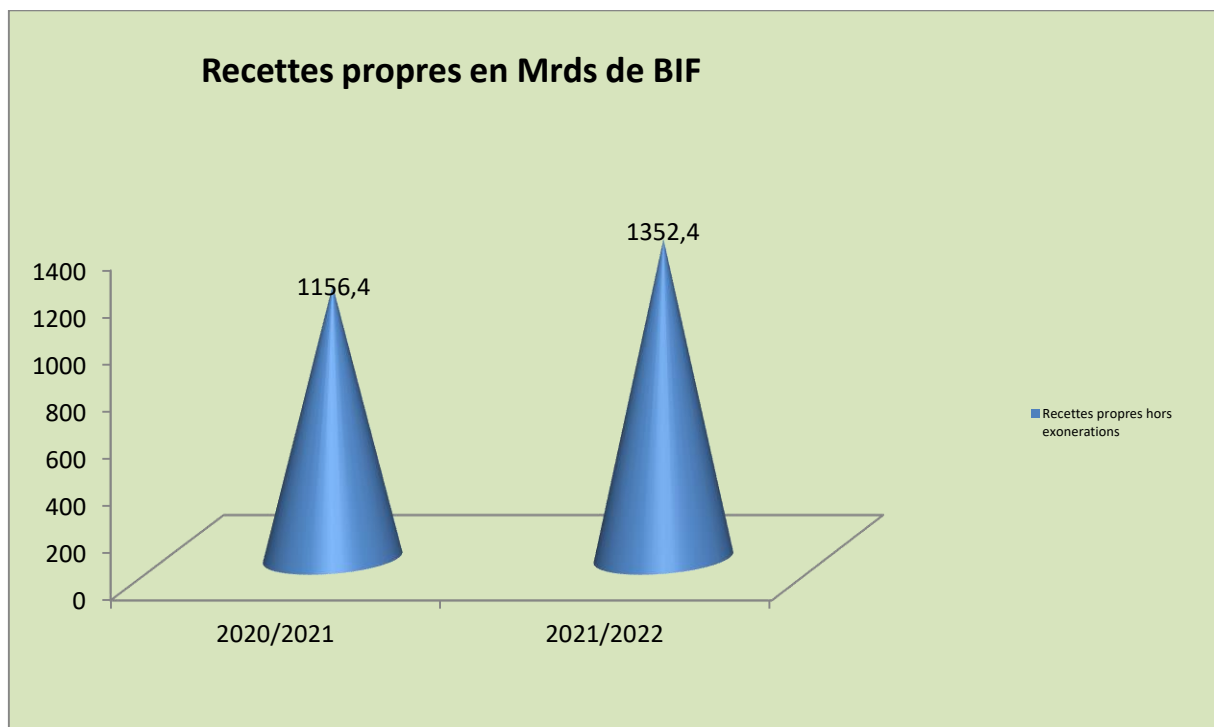
En glissement annuel, nous enregistrons une croissance de **3,3%** entre les deux années.

Cette situation s'explique par la hausse :

- des recettes fiscales, essentiellement l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital qui a passé de 106,9% au 30/06/2021 à 118,3% au 30/06/2022. Cette réalisation des recettes fiscales est le résultat des impôts sur le revenu payé par les sociétés et autres entreprises et les impôts sur le revenu non ventilable qui sont en augmentation entre ces deux périodes ;
- des recettes non fiscales, notamment les ventes de biens et services passant de 279,9% à la fin de l'exercice 2020/2021 à 81482,2% à la fin de l'exercice 2021/2022. Cette réalisation des recettes non fiscales est le résultat des ventes de matériel et meubles reformés ainsi que la prestation des services de santé.

Le graphique suivant montre le niveau de réalisation des recettes propres entre les périodes 2020/2021 et 2021/2022.

**Graphique 1: Comparaison des réalisations des années 2020/2021 et 2021/2022**



**Source :** Office Burundais des Recettes (OBR) : Rapports consolidés des recettes 2020/2021 et 2021/2022

## I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital, les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales. A la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022, les services de l'OBR en charge de collecte ont recouvré un montant de **1 171 265 325 944 de BIF** sur une prévision de **1 081 804 820 142 de BIF**, soit un taux de réalisation de **108,3%**. Cela s'explique par une forte augmentation de l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (Impôts sur le revenu non ventilable).

En glissement annuel, nous enregistrons une croissance de **12,1%** par rapport à l'année 2020/2021. Sur **961 867 448 695 de BIF** de prévision ; **1 044 468 028 337 de BIF** ont été recouverts à la fin de l'exercice budgétaire 2020/2021, soit un taux de réalisation de **108,6%**. De même, cette situation s'explique par l'augmentation des recettes fiscales, essentiellement l'impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital.

### ➤ Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **118,3%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022. Un montant de **303 187 809 907 de BIF** a été recouvré sur **256 303 330 244 de BIF** prévus dans la Loi de Finances 2021/2022. Cette situation s'explique par une forte réalisation de l'impôt sur le revenu locatifs (190,5%), impôt sur les revenus des personnes physiques (176,6%), l'augmentation du prélèvement forfaitaire libératoire (420,2%) ainsi que d'autres retenues à la source (1915,8%) etc.

A la fin de l'exercice 2020/2021, sur **228 965 179 487 de BIF** prévus dans la Loi de Finances 2020/2021 ; **244 717 099 391 de BIF** étaient déjà recouverts à la fin de cette période, soit un taux de réalisation de **106,9%**.

En glissement annuel, ce type d'impôt enregistre une croissance de **23,9%** entre les deux années. Cette situation est due essentiellement à l'augmentation des recettes des impôts sur le revenu non ventilable.

### ➤ Impôts sur les biens et services

Le taux de réalisation de l'impôt sur les biens et services à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 est de **104,9%**. Sur un montant de **713 980 906 509 de BIF** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022 ; **748 963 101 857 de BIF** étaient recouverts à la fin de cette période grâce à la collecte des impôts généraux sur les biens et services (109,6%) et des taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité (464,0%).

En 2020/2021, sur un montant de **632 295 510 551 de BIF** prévu dans la Loi de Finances ; **658 320 480 511 de BIF** étaient recouverts à cette même période, soit un taux de réalisation de **104,1%**.

En glissement annuel, nous enregistrons une croissance de **13,8%** entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à l'augmentation des recettes des taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité.

➤ **Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales**

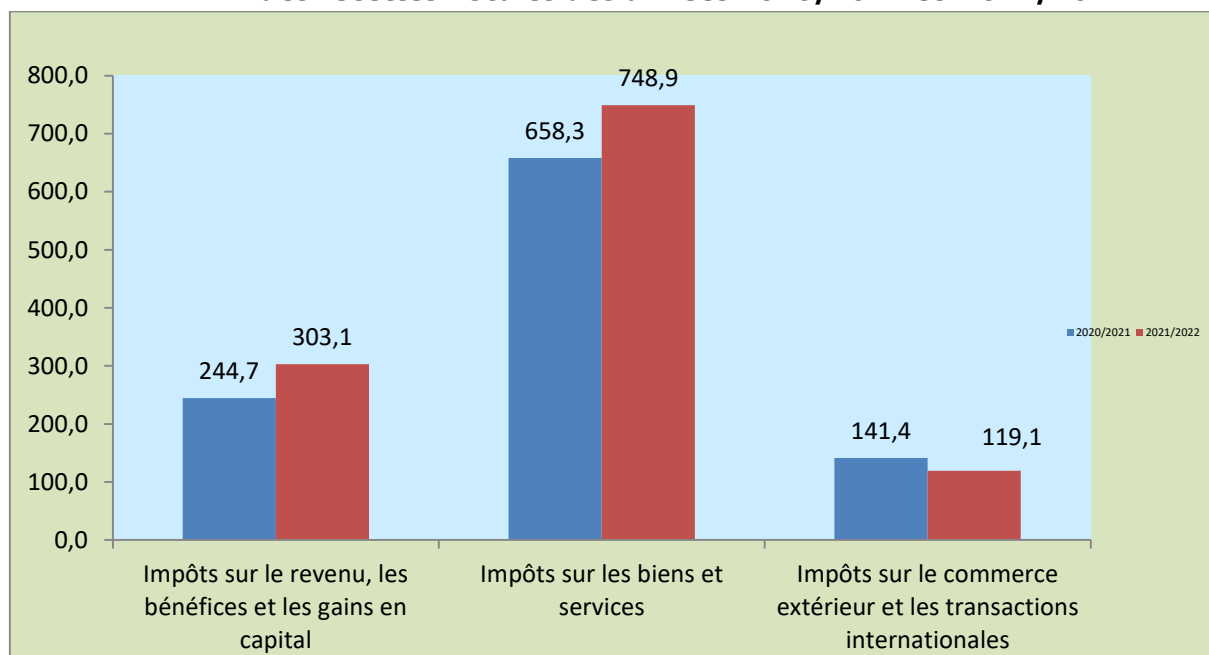
Le taux de réalisation à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 pour ce type d'impôt est de **106,8%**. Sur un montant de **111 520 583 389 de BIF** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022; **119 114 414 179 de BIF** étaient déjà recouverts à la fin de cette période. Cette situation est expliquée par l'augmentation de Droit de Douane et autres droits d'importation notamment la taxe sur Carburant (Fonds Stock stratégique : 212,6%) et la taxe à l'exportation de peaux brutes (242,5%).

En 2020/2021, le taux de réalisation était évalué à **140,6%** à la fin de cette période. Sur un montant de **100 606 758 657 de BIF** prévu dans la Loi des Finances ; **141 430 448 435 de BIF** étaient déjà recouverts.

En glissement annuel, nous enregistrons une décroissance de **15,8%** entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à la baisse de l'impôt sur le Droit de douane et autres droits d'importation passé de 158,2% à 119,8% ; à la diminution de la taxe sur le carburant (FRN) passé de 112,7% à 95,1% et à la chute de la taxe sur le carburant (Fonds Social Carburant) passé de 6,6% à 0,1% entre ces deux années.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution des recettes fiscales entre deux périodes (2020/2021 et 2021/2022).

**Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales des années 2020/2021 et 2021/2022**



**Source : Office Burundais des Recettes (OBR) : Rapports consolidés des recettes 2020/2021 et 2021/2022**

## **I.2. Recettes non fiscales**

A la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **161,1%**. Sur un montant de **112 439 181 075 de BIF** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022 ; **181 145 604 535 de BIF** étaient déjà recouverts. Cette situation s'explique par l'augmentation des revenus de la propriété (dividendes des autres entreprises financières , redevance domaniales) ; la hausse des ventes de biens et services (ventes de matériel et meubles reformés ,ventes d'imprimés et documentation, prestation des services de santé) ; l'augmentation des revenus administratifs (Passeports & titres de voyages , Visas & passeports par les ambassades, Licence pour débit de boissons , Procès-verbaux des accidents de la route,) etc.

En 2020/2021, ce taux s'élevait à **120,5%** à cette même date. Sur un montant de **92 935 966 821 de BIF** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021 ; **111 991 176 249 de BIF** étaient déjà recouverts à cette période.

En glissement annuel, nous enregistrons une croissance de **61,8%** due essentiellement à l'augmentation des recettes des ventes de biens et de services.

## **II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS EXONERATIONS**

Cette section est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 suivant la classification économique des dépenses par Ministère et Institution.

Les annexes de ce rapport montrent de manière détaillée l'état d'exécution du budget de l'Etat à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 par Ministère et Institution. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse succincte des exonérations accordées à la fin de cette période.

### **II.1. Exécution du budget au niveau global hors exonérations**

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 est de **98,7%**. Au-delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique détaillée de ce taux d'exécution global.

Les tableaux en annexe du présent rapport nous montrent l'exécution du budget de l'Etat hors exonérations à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022 par nature économique de la dépense (Salaires et Traitements, Biens et Services, Transferts et Subsidés ainsi que les dépenses d'Investissements sur ressources nationales).



## **II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse**

### **II.2.1. Les Salaires et Traitements**

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **105,4%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022. Le dépassement de 5,4 point de pourcentage au niveau des salaires est lié essentiellement à la sous estimation des prévisions budgétaires au titre de l'indemnité d'ajustement des disparités salariales. A cela s'ajoute les régularisations salariales en faveur des fonctionnaires et les dépassement budgétaires liés aux recrutements et remplacements.

Ainsi, sur un montant de **486 213 861 508 de BIF** prévus dans la loi de finances 2021/2022; **512 388 768 046 de BIF** étaient exécutés à la fin de cette période.

Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère et Institution à la fin de cette période.

### **II.2.2. Les Biens et Services**

Le taux d'exécution des biens et services est de **98,1%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022. Sur **178 607 767 192 de BIF** de crédit prévu, **175 276 365 758 de BIF** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce taux d'exécution qui avoisine 100% de l'exécution totale est expliqué par certaines lignes budgétaires qui n'ont pas été engagées suite aux procédures des marchés publics n'ont encore achevées à cette période.

Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère et Institutions à la fin de cette période.

### **II.2.3. Les Transferts courants et Subsidés**

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **93,2%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022. Sur **364 677 712 827 de BIF** de crédit prévu, **340 008 495 483 de BIF** étaient exécutés à la fin de cette période. Ce taux est justifié par certaines activités planifiées qui n'ont pas été engagées comme prévues au sein des différents ministères et institutions.

A titre d'exemple, les lignes budgétaires du ministère ayant les finances dans ses attributions qui n'ont pas été engagées. C'est notamment les frais de fonctionnement de la commission de liquidation de la banque populaire, les frais de fonctionnement de la cellule statistique, la contribution au Fonds Africain de Développement ,etc.

Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants et subsides par Ministère et Institution à la fin de cette période.

### **II.2.4. Investissements sur ressources nationales**

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **94,6%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022. Sur **285 919 425 764 de BIF** de crédit prévu,

**270 365 205 088 de BIF** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce taux d'exécution aux dépenses d'investissement est expliqué par le faible taux d'exécution du budget des certaines lignes budgétaire du ministère ayant le transport dans ses attribution, comme les lignes « Etude de faisabilité et contrepartie au projet de chemin de fer Gitega-RDC » ; « Projet multinational Burundi-Zambie de développement du corridor de transport sur le Lac Tanganyika Phase I : réhabilitation du port de Bujumbura » qui n'a pas connu aucun engagement ainsi que le budget trouvé insuffisant pour pouvoir acheter des équipements de bonne qualité au sein de la primature.

Le tableau 6 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

### **III. Exonérations accordées à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022**

Les exonérations accordées au cours de l'exercice budgétaire 2021/2022 sont évaluées à **190,6 milliards de BIF**. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- Les exonérations accordées dans le cadre des Décrets et/ou Conventions signés avec le Gouvernement après le 31/12/2015. Il s'agit des exonérations des Droits d'Accise, de la Redevance de sureté et de la TVA sur le carburant;
- Les exonérations accordées dans le cadre des Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ;
- Les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires au Développement;
- Les exonérations accordées dans le cadre de la Loi sur la gestion des douanes de l'EAC;
- Les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part par chaque nature des exonérations dans le total. Nous constatons que **34,2 %** de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ; **30,1%** des exonérations ont été accordé dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires au Développement.

En outre, l'analyse montre clairement que les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs par le code des investissements représentent **28,10%** des exonérations totales.

Nous notons également que les exonérations accordées par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles occupent et les décisions du Gouvernement représentent **0,3%** des exonérations totales. En vue de la mise en œuvre des politiques sociales précisément dans le secteur de la santé (équipements médicaux, produits pharmaceutiques et les médicaments) et la politique agricole (intrants et produits vétérinaires), les exonérations accordées dans ces secteurs ont représenté **4,9 %**. De surcroit, les

exonérations accordées aux Associations Sans But Lucratif et les Etablissements privés  
représentent **2,39 %** des exonérations totales.

**MONTANT DES EXONERATIONS ACCORDEES PAR CATEGORIE DE BENEFICIAIRES EN 2021-2022**

<b>DESCRIPTION</b>	<b>T1_2021-2022</b>	<b>T2_2021-2022</b>	<b>T3_2021-2022</b>	<b>T4_2021-2022</b>	<b>Total</b>	<b>Part</b>
ASBL et établissements privés	949 458 359	830 586 201	948 784 138	1 831 462 161	4 560 290 859	2,4%
Autres exonérations	1 192 348	-	388 699	251 599	1 832 646	0,0%
Effets personnels	158 873 390	228 242 667	45 835 280	66 397 644	499 348 981	0,3%
Financement extérieur	17 554 208 232	13 551 853 221	10 000 417 923	15 759 705 858	56 866 185 234	29,8%
Intrants agricoles	29 341 339	51 726 031	16 246 225	89 657 698	186 971 293	0,1%
Investisseurs	11 477 834 712	14 867 689 322	15 716 633 886	11 500 673 745	53 562 831 665	28,1%
Médicaments et Produits Pharmaceutiques	1 698 219 390	2 054 328 059	2 790 032 864	1 846 946 249	8 389 526 562	4,4%
Etats et ses Entités	11 189 454 324	6 207 667 197	16 121 411 908	23 875 284 658	57 393 818 087	30,1%
Organisation Non Gouvernementales	3 524 057 853	1 224 514 041	2 623 555 930	1 089 954 712	8 462 082 536	4,4%
Produits vétérinaires	232 816 436	109 316 915	173 953 509	186 262 341	702 349 201	0,4%
<b>Total</b>	<b>46 815 456 383</b>	<b>39 125 923 654</b>	<b>48 437 260 362</b>	<b>56 246 596 665</b>	<b>190 625 237 064</b>	<b>100,0%</b>

## **ANNEXES**

**TABEAU 1. RECETTES FISCALES REALISEES A LA FIN DE L'EXERCICE 2021/2022**

<b>Libellé des comptes</b>	<b>Prévisions 2021-2022</b>	<b>Réalisations Totales 2021-2022</b>	<b>Taux de Performance</b>	<b>Taux par rapport aux Réalisations totales</b>
<b>PRODUITS FISCAUX</b>	<b>1 081 804 820 142</b>	<b>1 171 265 325 944</b>	<b>108,3%</b>	<b>86,6%</b>
<b>Impôt sur le revenu , les bénéfices et les gains en capital</b>	<b>256 303 330 244</b>	<b>303 187 809 907</b>	<b>118,3%</b>	<b>22,4%</b>
<b>Impôt sur le revenu payé par les personnes physiques</b>	<b>104 006 549 164</b>	<b>119 894 901 916</b>	<b>115,3%</b>	<b>8,9%</b>
Impôt sur les revenus des personnes physiques(IR+Acompte+PF)	1 458 264 166	2 575 174 591	176,6%	0,2%
Impôts professionnels sur les rémunérations	69 395 391 050	82 885 084 188	119,4%	6,1%
Taxes forfaitaires	1 525 805 766	357 137 680	23,4%	0,0%
Prélèvement forfaitaire	24 043 852 197	23 745 977 656	98,8%	1,8%
Impot sur revenus locatifs	6 023 187 696	7 654 625 535	127,1%	0,6%
Autres (Exercices antérieurs)	1 560 048 289	2 676 902 266	171,6%	0,2%
<b>Impôts sur le revenu payé par les sociétés et autres Eses</b>	<b>151 999 474 445</b>	<b>182 874 886 176</b>	<b>120,3%</b>	<b>13,5%</b>
Impôts sur les revenus des sociétés (IR+Acompte+PF)	111 335 976 081	125 400 146 186	112,6%	9,3%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	19 639 298 137	15 297 935 652	77,9%	1,1%
Impot sur revenus locatifs	1 823 784 042	3 473 741 440	190,5%	0,3%
Autres (Exercices antérieurs)	16 752 371 613	12 437 602 747	74,2%	0,9%
Prélèvement forfaitaire libératoire	1 379 726 363	5 798 122 598	420,2%	0,4%

Autres retenues à la source	1 068 318 209	20 467 337 553	1915,8%	1,5%
<b>Impôts sur le revenu non ventilable</b>	<b>297306635</b>	<b>418 021 815</b>	<b>140,6%</b>	<b>0,0%</b>
Majorations de retard	297 306 635	418 021 815	140,6%	0,0%
<b>Impôt sur les biens et services</b>	<b>713 980 906 509</b>	<b>748 963 101 857</b>	<b>104,9%</b>	<b>55,4%</b>
<b>Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>409 223 952 823</b>	<b>448 534 852 542</b>	<b>109,6%</b>	<b>33,2%</b>
Taxe de Transactions-TVA à l'importation	<b>409 223 952 823</b>	<b>448 534 852 542</b>	<b>109,6%</b>	<b>33,2%</b>
TVA Interieure	200 375 070 022	165 368 611 526	82,5%	12,2%
TVA à l'importation	208 848 882 801	283 166 241 016	135,6%	20,9%
Taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises touristiques et hôtelière	-	-		0,0%
<b>Droits d'accises</b>	<b>293 015 759 586</b>	<b>284 142 710 942</b>	<b>97,0%</b>	<b>21,0%</b>
Taxe de consommation sur le tabac	5 464 387 680	4 011 396 071	73,4%	0,3%
Taxe de consommation sur la bière, limonade et l'eau minérale	129 393 957 778	120 312 823 110	93,0%	8,9%
Taxe de consommation sur le sucre	15 837 854 402	9 827 088 120	62,0%	0,7%
Taxe sur les poissons vendus	-	-		0,0%
Taxe sur les abonnés de la Télédistribution	611 061 273	912 972 060	149,4%	0,1%
Taxe de consommation sur le carburant	90 908 931 204	80 439 141 964	88,5%	5,9%
Taxe de consommation sur les véhicules	4 061 247 745	5 570 670 181	137,2%	0,4%
Taxe de consommation sur les télécommunications	35 417 938 065	42 684 750 723	120,5%	3,2%

Taxe de consommation sur les vins et spiritueux	60 111 626	110 724 052	184,2%	0,0%
Taxes véhicules sur le poids		-		0,0%
Taxe Anti-pollution véhicules usagés	4 029 610 563	8 283 183 103	205,6%	0,6%
Taxe additionnelle anti-pollution sur véhicules usagés	955 888 053	2 543 737 449	266,1%	0,2%
Taxe Anti-pollution sachets plastiques	623 157 960	975 084 107	156,5%	0,1%
Taxe additionnelle sur les tissus	664 138 006	2 301 368 786	346,5%	0,2%
Surtaxe additionnelle sur les tissus	378 741 614	2 151 425 886	568,0%	0,2%
Taxe sur tôles ondulées	4 608 733 617	319 017 914	6,9%	0,0%
Taxe de terminaison d'appels des communications internationales	4 637 778 375	3 699 327 416	79,8%	0,3%
<b>Taxes sur l'utilisations des biens ou l'"exercice d'activité"</b>	<b>3 509 536 690</b>	<b>16 285 538 373</b>	<b>464,0%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Taxes sur les véhicules et embarcations à moteur</b>	<b>1 040 800 043</b>	<b>2 923 121 424</b>	<b>280,9%</b>	<b>0,2%</b>
Permis de conduire (FRN)	57 698 999	12 005 000	20,8%	0,0%
Vignettes Fiscales ( FRN , timbre fiscal)	2 411 037 648	55 946 479	2,3%	0,0%
Autres (Plaques,transferts,cartes,changement d'usages,etc)	1 128 241 685	2 855 169 945	253,1%	0,2%
<b>Autres taxes (Permis)</b>	<b>75 000 000</b>	<b>113 809 876</b>	<b>151,7%</b>	<b>0,0%</b>
Permis de de pêche	542 735 310	-	0,0%	0,0%
Permis de coupe de bois	4 325 742	26 769 173	618,8%	0,0%
Taxe d'abattage des animaux	506 180 633	206 000	0,0%	0,0%



Permis de travail	7 103 415 725	86 834 703	1,2%	0,0%
<b>Autres Impôts sur les biens et services</b>	<b>4 629 292 927</b>	<b>13 248 607 073</b>	<b>286,2%</b>	<b>1,0%</b>
Autres Impôts sur les biens et services (nca)	2 474 122 798	10 293 107 404	416,0%	0,8%
Caution de 30% du montant contesté		2 955 499 669		0,2%
<b>Impôt sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>111 520 583 389</b>	<b>119 114 414 179</b>	<b>106,8%</b>	<b>8,8%</b>
<b>Droit de Douane et autres droits d'importation</b>	<b>93 796 318 757</b>	<b>112 341 624 107</b>	<b>119,8%</b>	<b>8,3%</b>
Droits de douane à l' importation	76 008 438 920	91 075 162 838	119,8%	6,7%
Taxe sur le Carburant (FRN)	13 670 398 482	13 006 746 507	95,1%	1,0%
Taxe sur Carburant( Fonds Stock stratégique)	3 870 550 590	8 230 338 973	212,6%	0,6%
Taxe sur carburant(Fond Social Carburant)	41 416 362	35 875	0,1%	0,0%
Taxe forfaitaire	205 514 403	29 339 914	14,3%	0,0%
<b>Taxe à l'exportation</b>	<b>8 072 244 141</b>	<b>380 775 365</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,0%</b>
Taxe à l'exportation des peaux bruts	19 280 523	46 755 489	242,5%	0,0%
Droits de sortie sur l'or	6 295 462 661	265 487 718	4,2%	0,0%
Droits de sortie sur les minerais de 3T	1 757 500 957	68 532 158	3,9%	0,0%
<b>Compensation COMESA</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		0,0%
Compensation COMESA		-		0,0%
<b>Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions</b>	<b>9 652 020 491</b>	<b>6 392 014 707</b>	<b>66,2%</b>	<b>0,5%</b>

Amendes douanière et produits de confiscation sur les droits d'entrée	1 135 679 568	773 343 822	68,1%	0,1%
Recettes des entrepôts (droits de magasins)	207 396 212	105 464 574	50,9%	0,0%
Taxe de péage route (FRN)	6 800 256 177	3 303 790 721	48,6%	0,2%
Produits de la vente des marchandises	2 721 295	2 027 700	74,5%	0,0%
Taxe de circulation trans-frontalière	632 694 179	512 889 969	81,1%	0,0%
Autres droits et taxes(nca)	873 273 060	1 694 497 921	194,0%	0,1%

**TABLEAU 2. RECETTES NON FISCALES REALISEES A LA FIN DE L'EXERCICE 2021/2022**

Libellé des comptes	Prévisions 2021-2022	Réalisations Totales 2021-2022	Taux de Performance	Taux par rapport aux Réalisations totales
<b>PRODUITS NON FISCAUX: (III+IV)</b>	<b>112 439 181 075</b>	<b>181 145 604 535</b>	<b>161,1%</b>	<b>13,4%</b>
<b>Revenus de la propriété</b>	<b>45 832 948 510</b>	<b>51 562 965 084</b>	<b>112,5%</b>	<b>3,8%</b>
<b>Dividendes</b>	<b>33 303 218 992</b>	<b>37 248 839 658</b>	<b>111,8%</b>	<b>2,8%</b>
Dividendes autres entreprises financières	1 099 551 261	4 245 722 807	386,1%	0,3%
Dividendes entreprises non financières	32 203 415 776	33 003 116 851	102,5%	2,4%
Autres	251 955	-	0,0%	0,0%
<b>Loyers</b>	<b>12 529 729 518</b>	<b>14 314 125 426</b>	<b>114,2%</b>	<b>1,1%</b>
Locations terrains	19 404 599	8 651 392	44,6%	0,0%

Revenus et redevances des carrières	5 886 958 629	4 297 824 844	73,0%	0,3%
Redevance domaniales	6 623 366 290	10 007 554 790	151,1%	0,7%
Redevance de la direction du patrimoine	2 781 459 751	94 400	0,0%	0,0%
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>28 182 691</b>	<b>22 963 890 390</b>	<b>81482,2%</b>	<b>1,7%</b>
Location d'immeubles	7 090 786	29 226 394	412,2%	0,0%
Ventes de matériel et meubles reformés	1 862 278 035	4 624 012 940	248,3%	0,3%
Ventes d'imprimés et documentation	403 165 489	2 932 049 400	727,3%	0,2%
Prestation des services de santé	3 224 670	15 374 186 081	476767,7%	1,1%
Prestation des services vétérinaire	475 200 000	847 200	0,2%	0,0%
Ventes des semences	2 318 080	3 568 375	153,9%	0,0%
<b>Revenus administratifs</b>	<b>43 113 188 697</b>	<b>75 962 670 310</b>	<b>176,2%</b>	<b>5,6%</b>
<b>Droits de visa , passeports et sejours</b>	<b>9 414 182 758</b>	<b>15 152 322 374</b>	<b>161,0%</b>	<b>1,1%</b>
Passeports & titres de voyages	6 046 566 262	12 078 802 035	199,8%	0,9%
Visas & passeports par les ambassades	40 690 382	50 415 925	123,9%	0,0%
Visas & immatriculations des étrangers	3 325 887 609	3 023 084 771	90,9%	0,2%
Autres (Renouveau des passeports)	1 038 505	19 643	1,9%	0,0%
<b>Droits et permis sur l'exercice d'activité</b>	<b>4 578 055 817</b>	<b>8 454 212 467</b>	<b>184,7%</b>	<b>0,6%</b>
Taxe de bâtisse	170 180 654	1 039 199 520	610,6%	0,1%

Vérification des poids et mesures	113 820 000	112 158 964	98,5%	0,0%
Permis de sortie des bateaux certificat de navigabilité	442 415 198	307 503 708	69,5%	0,0%
Contrôle technique des véhicules	1 436 341 740	1 865 032 059	129,8%	0,1%
Autorisation de transport (dont départ aérien)	761 205 284	52 756 042	6,9%	0,0%
Licence pour débit de boissons	1 602 664	12 349 400	770,6%	0,0%
Ouverture/renouvellement des pharmacies et des infirmeries	71 459 169	179 686 668	251,5%	0,0%
Autres	845 571 075	2 295 916 507	271,5%	0,2%
Autorisation de transport des produits forestiers	555 949 379	1 444 655 003	259,9%	0,1%
Frais de dossier code des investissements	179 510 654	1 144 954 596	637,8%	0,1%
<b>Divers droits et redevances</b>	<b>29 120 950 122</b>	<b>52 356 135 469</b>	<b>179,8%</b>	<b>3,9%</b>
Dépôt et publication d'une marque	860 385 043	298 421 521	34,7%	0,0%
Droits de contentieux (justice)	747 707 819	528 268 090	70,7%	0,0%
Procès verbaux des accidents de la route	66 440 100	107 150 750	161,3%	0,0%
Droits sur les services rendus	1 707 599 456	3 495 654 998	204,7%	0,3%
Redevance informatique(fonds spécial douanes)	1 912 480 564	858 974 948	44,9%	0,1%
Redevance administrative (fonds spécial des douanes)	6 828 279 818	8 311 435 961	121,7%	0,6%
Attestation d'exonération	65 186 411	-	0,0%	0,0%
Redevance sur les conteneurs qui entrent et sur attestations fiscales	763 670 000	-	0,0%	0,0%

Redevance sur les télécommunications (ARCT)	13 820 762 189	20 946 655 906	151,6%	1,5%
Redevance de pesage au pont bascule	19 387 659	53 493 432	275,9%	0,0%
Redevance des parkings des camions	53 803 235	42 915 000	79,8%	0,0%
Contributions annuelles des sociétés des assurances	258 409 386	631 234 945	244,3%	0,0%
Contributions spéciales des institutions financières	16 838 442	9 807 601 374	58245,3%	0,7%
Redevance annuelle routière	-	7 274 328 544		0,5%
<b>Amendes ,Pénalités</b>	<b>2 000 000 000</b>	<b>7 465 314 715</b>	<b>373,3%</b>	<b>0,6%</b>
Infraction à la réglementation routière	6 068 402 908	5 244 659 953	86,4%	0,4%
Infraction à la réglementation commerciale	3 495 135 398	242 855 081	6,9%	0,0%
Amendes judiciaires	300 000 000	170 488 385	56,8%	0,0%
Infraction aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation	25 486 932	-	0,0%	0,0%
Autres	165 537 610	1 807 311 296	1091,8%	0,1%
<b>Autres produits non fiscaux nca</b>	<b>2 082 242 968</b>	<b>23 190 069 408</b>	<b>1113,7%</b>	<b>1,7%</b>
Autres produits non fiscaux nca	14 643 181 209	3 891 862 492	26,6%	0,3%
Annulation ou modification d'une déclaration déjà liquidée	1 230 542 168	-	0,0%	0,0%
Taxe de sureté	13 412 639 041	19 298 206 916	143,9%	1,4%
<b>Produits financiers</b>		<b>-</b>		<b>0,0%</b>
Gains de change		<b>-</b>		0,0%

Pertes de change		-		0,0%
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>694 628</b>		<b>0,0%</b>
Produits de la liquidation des entreprises publiques		694 628		0,0%
Récupération des produits détournés et malversations		-		0,0%
Autres(récupération des produits détournés et malversations)		-		0,0%
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>1 194 244 001 217</b>	<b>1 352 410 930 478</b>	<b>113,2%</b>	<b>100,0%</b>

**Tableau 3. Exécution des Salaires et Traitements à la fin de l'exercice budgétaire 2021/2022**

<b>Libellé des Ministères et Institutions</b>	<b>Crédit voté</b>	<b>Exécution</b>	<b>Taux</b>
01-Présidence de la République	10 366 096 894	10 366 096 878	100,0%
02-Vice-Présidence	388 801 262	291 665 241	75,0%
03-Premier Ministre	453 153 482	428 403 474	94,5%
04-Secrétariat Général de l'Etat	100 940 953	93 072 506	92,2%
05-Assemblée Nationale	10 736 649 613	10 736 649 613	100,0%
06-Senat	5 128 786 686	5 128 786 686	100,0%
07-Cour de comptes	818 745 680	773 945 172	94,5%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	46 032 919 713	46 338 805 994	100,7%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	828 885 751	907 026 248	109,4%

13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	69 961 867 105	69 948 599 593	100,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	28 353 867 372	27 300 294 812	96,3%
16-Ministère de la Justice	11 773 045 663	11 071 164 546	94,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 752 771 670	2 470 725 668	89,8%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 068 639 058	1 064 237 956	99,6%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	143 526 082	241 470 490	168,2%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	244 797 305 328	274 478 513 710	112,1%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	39 661 976 956	39 030 870 427	98,4%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 353 417 498	1 243 667 086	91,9%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	7 624 917 457	7 062 812 257	92,6%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	738 373 034	848 822 875	115,0%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	524 801 784	468 182 218	89,2%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	1 065 339 969	1 192 517 992	111,9%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquet Général de la République	1 539 032 498	902 436 604	58,6%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
<b>Total général</b>	<b>486 213 861 508</b>	<b>512 388 768 046</b>	<b>105,4%</b>

**Tableau 4. Exécution des Biens et Services à la fin de l'exécice budgétaire 2021/2022**

<b>Libellé des Ministères et Institutions</b>	<b>Crédit voté</b>	<b>Exécution</b>	<b>Taux</b>
01-Présidence de la République	6 134 327 293	5 507 492 749	89,8%
02-Vice-Présidence	772 552 064	589 496 331	76,3%
03-Premier Ministre	1 610 624 022	1 480 398 310	91,9%
04-Secrétariat Général de l'Etat	1 704 783 840	1 699 184 522	99,7%
05-Assemblée Nationale	3 797 320 954	3 792 452 417	99,9%
06-Senat	3 431 597 300	3 427 261 702	99,9%
07-Cour de comptes	212 508 482	202 937 959	95,5%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	52 797 098 619	52 602 003 678	99,6%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	2 543 949 201	2 524 745 711	99,2%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	61 363 448 934	61 247 983 343	99,8%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	10 085 636 468	9 906 479 809	98,2%
16-Ministère de la Justice	4 561 528 282	4 471 376 474	98,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	314 628 648	285 021 109	90,6%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 420 520 214	1 390 947 675	97,9%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	332 333 187	319 674 375	96,2%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	8 946 907 730	8 795 545 331	98,3%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	6 716 418 631	5 518 897 040	82,2%



35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 636 739 332	1 605 534 483	98,1%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	1 248 026 142	1 212 493 661	97,2%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	498 102 893	463 593 535	93,1%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	911 276 716	862 316 650	94,6%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	6 716 054 752	6 532 344 063	97,3%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	851 383 488	838 184 831	98,4%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
<b>Total général</b>	<b>178 607 767 192</b>	<b>175 276 365 758</b>	<b>98,1%</b>

**Tableau 5. Exécution des Transferts et Subsidés à la fin de l'exercice 2021/2022**

<b>Libellé des Ministères et Institutions</b>	<b>Crédit voté</b>	<b>Exécution</b>	<b>Taux</b>
01-Présidence de la République	19 667 615 072	18 912 596 134	96,2%
02-Vice-Présidence	1 801 965 057	1 801 965 057	100,0%
03-Premier Ministre	781 323 486	772 610 484	98,9%
04-Secrétariat Général de l'Etat	226 061 893	223 286 400	98,8%
05-Assemblée Nationale	305 966 917	305 966 917	100,0%
06-Senat	210 098 697	210 098 697	100,0%
07-Cour de comptes	54 302 565	12 467 100	23,0%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	14 937 514 043	14 932 005 736	100,0%

11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	7 871 774 214	7 756 065 593	98,5%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	32 727 717 041	32 706 710 052	99,9%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	15 899 093 073	15 889 070 564	99,9%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	65 314 408 708	45 784 256 016	70,1%
16-Ministère de la Justice	9 723 768 145	9 528 218 706	98,0%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	3 210 415 592	3 115 932 855	97,1%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	25 185 997 843	25 125 563 537	99,8%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	7 394 086 283	6 044 323 337	81,7%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	74 681 176 023	73 619 805 343	98,6%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	50 780 044 852	50 460 468 587	99,4%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	7 576 802 639	7 566 016 742	99,9%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	10 495 241 479	10 082 879 094	96,1%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	3 054 638 733	2 598 711 670	85,1%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	5 530 786 840	5 515 326 569	99,7%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	5 040 031 764	4 837 658 890	96,0%
71-Institution Ombudsman	1 620 188 198	1 620 188 182	100,0%
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	162 243 670	161 911 650	99,8%
75-Cour Constitutionnelle	424 450 000	424 391 571	100,0%

76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
<b>Total général</b>	<b>364 677 712 827</b>	<b>340 008 495 483</b>	<b>93,2%</b>

**Tableau 6. Exécution des investissements sur ressources propres à la fin de l'exercice 2021/2022**

<b>Libellé des Ministères et Institutions</b>	<b>Crédit voté</b>	<b>Exécution</b>	<b>Taux</b>
01-Présidence de la République	10 811 108 353	10 807 209 322	100,0%
02-Vice-Présidence	47 943 611	47 108 200	98,3%
03-Premier Ministre	16 212 529	11 064 860	68,2%
04-Secrétariat Général de l'Etat	53 875 569	53 866 200	100,0%
05-Assemblée Nationale	595 375 806	595 375 758	100,0%
06-Senat	121 450 000	121 270 800	99,9%
07-Cour de comptes			
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	62 353 865 641	62 335 108 948	100,0%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	407 299 710	406 410 180	99,8%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	12 607 270 432	12 605 574 813	100,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	46 793 277 304	46 086 474 520	98,5%
16-Ministère de la Justice	2 697 423 916	2 686 370 653	99,6%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	552 392 809	541 299 676	98,0%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	108 845 660	108 394 944	99,6%

21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	919 027 788	849 942 819	92,5%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	7 371 934 951	6 726 931 346	91,3%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	14 056 526 005	10 410 148 991	74,1%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	406 720 620	406 592 970	100,0%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	54 804 960 151	52 878 277 366	96,5%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	6 577 138 325	2 318 799 137	35,3%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	42 679 293 652	42 120 788 102	98,7%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	18 773 636 432	18 116 378 465	96,5%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	163 846 500	131 817 018	80,5%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d' Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)	3 000 000 000	-	0,0%
<b>Total général</b>	<b>285 919 425 764</b>	<b>270 365 205 088</b>	<b>94,6%</b>